Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
4 JUIN 1956
coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section e législation, deuxième chambre, aisi par le Ministre de l'Inérieur, le 29 mars 1956, d'une emande d'avis sur un projet de oi "modifiant la loi sur la miice, le recrutement et les obliations de service", a donné le O mai 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e maart 1956 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de dienstplichtwet", heeft de 30e mei 1956 het volgend advies gegeven :

Comme le fait ressortir l'exposé des motifs, le projet a un triple objet : régler le statut juridique des miliciens dispensés pour cause morale mais appelés à constituer l'effectif de la Garde territoriale antiaérienne (G.T.A.), aménager certaines dispositions suivant les nécessités techniques que leur application a fait apparaître, instituer dans la loi de milice le principe du service féminin.

Les miliciens dispensés pour cause morale sont actuellement affectés au personnel non permanent de la Garde territoriale antiaérienne en vertu d'un arrêté ministériel du 26 février 1953 pris sur base de l'arrêté royal du 20 mai 1939. Selon cet arrêté royal qui est conforme aux conceptions des auteurs de la loi du 27 décembre 1938, la Garde territoriale antiaérienne ne constitue pas une unité de l'armée; il en résulte que le service qui y est accompli par les miliciens dispensés du service en temps de paix en vertu de l'article 12, 1° et 2°, de la loi sur la milice n'est pas un service actif et que ces miliciens n'ont pas la qualité de militaire.

L'intention du Gouvernement est de modifier le caractère de la Garde territoriale antiaérienne et d'en faire une unité de l'armée. Les miliciens qui y accompliront des prestations auront la qualité de militaires et effectueront un service réduit. Ils appartiendront à une partie du contingent dit contingent spécial, par opposition au contingent dit normal qui comprendra les militaires appelés à faire le service actif tel qu'il est réglé par la loi de milice actuellement en vigueur.

.../...

La modification du caractère de la Garde territoriale antiaérienne n'est indiquée que dans l'exposé des motifs du projet. Elle ne fait l'objet d'aucune disposition autre que celle qui abroge l'arrêté royal du 20 mai 1939 en tant qu'il est incompatible avec la loi projetée (article 55, 1°, du projet). En réalité, le projet implique à la fois l'abrogation du régime institué par la loi du 27 décembre 1938 et par l'arrêté royal du 20 mai 1939 et l'établissement d'un nouveau statut juridique de la Garde territoriale antiaérienne. L'intention du Gouvernement, confirmée d'ailleurs dans une lettre du 24 avril 1956 de M. le Ministre de l'Intérieur, étant de mettre en vigueur simultanément le projet et le nouveau statut de la Garde territoriale antiaérienne , le Conseil d'Etat a examiné le projet en partant de l'hypothèse que la Garde territoriale antiaérienne constitue une unité de l'armée. Il propose en conséquence l'abrogation totale de l'arrêté royal du 20 mai 1939 (article 53, 1°, du texte proposé).

L'article 1er du projet modifie deux définitions de l'article 1er de la loi du 15 juin 1951. Celle du contingent est revue en fonction de la distinction du contingent normal d'avec le contingent spécial. Celles des insoumis est complétée par certaines précisions empruntées aux articles 60 et 66 de la loi.

L'article 2 du projet consacre la division du contingent en contingent normal et en contingent spécial par l'insertion d'un § 3 bis dans l'article 2 de la loi. Cette disposition serait mieux à sa place à l'article 8 de la loi tel qu'il est modifié par l'article 5 du projet

.../...

et qui traite de la formation du contingent dont elle pourrait former un paragraphe 2. L'article 5 du projet deviendrait le paragraphe 1er de l'article 8 de la loi et l'article 2 du projet, le paragraphe 2 du même article.

Dans cette hypothèse, les articles 3 à 5 du projet deviennent les articles 2 à 4.

L'article 6 du projet (article 5 du texte proposé) apporte de nombreuses modifications à l'article 10 de la loi, relatif au sursis ordinaire. Le texte pourrait être simplifié si l'on fusionnait les paragraphes 1er et 2 en un seul paragraphe 1er consacré au droit à cinq sursis d'un an, les paragraphes suivants traitant respectivement du droit à sept, dix et douze sursis. Cette fusion entrainerait le remplacement de la référence à l'article 10, § 2, par la référence à l'article 10, § 1er, dans les autres dispositions de la loi.

Au § 2, 7°, du projet (§ 1er, 7°, du texte proposé), il est prévu cinq sursis en faveur des étudiants qui suivent régulièrement les cours du jour de l'enseignement moyen. Ce texte paraît trop restrictif à la lumière de l'exposé des motifs et des indications du fonctionnaire désigné par le Gouvernement. Il ne doit pas avoir pour effet d'exclure du droit à ces sursis les étudiants de l'enseignement normal et technique qui suivent les cours du jour à temps plein. Il serait dès lors préférable de substituer l'expression "enseignement secondaire", plus générale, à l'expression "enseignement moyen".

.../...

D'autre part, comme le paragraphe 3 prévoit un nombre de sursis plus grand pour "les inscrits qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein d'une des quatre universités ou d'un des autres établissements d'enseignement supérieur désignés par le Roi", il est inutile de viser les étudiants qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein de l'enseignement supérieur au § 2, 7°.

L'article 8 du projet (article 7 du texte proposé) abroge l'article 13, et réduit au seul article 12 le chapitre IV, section 3, B,"De la dispense pour cause morale". De son côté, l'article 11 du projet insère dans le même chapitre une section 4bis, "De la désignation pour le contingent spécial" comprenant l'article 16bis.

On éviterait de laisser inoccupée la place laissée vacante par l'abrogation de l'article 13 en introduisant à cette place le contenu de l'article 16 bis prévu par le projet.

L'article 13 nouveau constituerait la section 3 bis du chapitre IV, qui s'intitulerait : "De la désignation pour le contingent spécial".

L'article 9 du projet (article 9 du texte proposé) complète l'article 15 de la loi par un § 6 traitant du cas de l'exclu dont la cause d'exclusion vient à prendre fin au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle il a 33 ans. L'intéressé est alors, en vertu de l'alinéa 1er, reversé dans la réserve de recrutement.

.../...

Aux termes de l'alinéa 2 de ce paragraphe 6 il est considéré comme dispensé pour cause morale ou appelé à faire partie du contingent suivant que la cause d'exclusion prend fin après le 31 décembre de l'année où il a 28 ans ou avant le 1er janvier de l'année où il a 29 ans. La première de ces dispositions serait mieux à sa place à l'article 12 de la loi qui énumère les catégories de dispensés pour cause morale. Elle en deviendrait le paragraphe 3. La seconde ne constitue qu'une répétition de l'article 8 de la loi , modifié par l'article 5 du projet (article 4 du texte proposé) qui énumère les catégories de miliciens appelés à fournir le contingent. Elle peut dès lors être omise sans inconvénient.

L'article 11 du projet (article 8 du texte proposé), insère dans le chapitre IV une section 6 bis, intitulée "de la désignation pour le contingent spécial", constituée par un article 16 bis nouveau. Lors de l'examen de l'article 8, il a été proposé de créer une section 3 bis et d'insérer le contenu de l'article 16 bis nouveau à la place laissée vacante par l'abrogation de l'article 13 de la loi.

Il y a lieu, de plus, de remarquer que le 2° de cet article 16 bis considère comme ayant accompli leur service actif, les frères recrutés pour le personnel permanent de l'armée. La notion de "personnel permanent de l'armée" n'est pas précisée, semble-t-il, dans un texte légal ou réglementaire. Il serait utile que l'exposé des motifs explicite cette notion.

.../...

L'article 12 du projet (article 11 du texte proposé), qui remplace l'article 17, § 2, de la loi par une disposition nouvelle, prévoit que "ceux qui par suite de ... démence complète ... doivent être considérés comme perdus pour la famille, sont assimilés aux membres de la famille décédés".

La démence est un état prévu par le Code civil au Titre de l'Interdiction et par la loi de défense sociale. Elle n'est ni partielle ni complète . Le fait de ne pas se manifester d'une manière permanente dans certains cas n'y change rien. Elle est un état physique qui entraîne des conséquences juridiques. Dès lors, il conviendrait d'omettre le qualificatif "complète" dans la disposition.

De plus, l'article 12 requiert, pour l'assimilation à un membre de la famille décédé, l'abandon de famille ou la disparition de l'intéressé pendant trois ans au moins. La longueur du temps exigé qui a pour but d'éviter des fraudes, risque de rendre cette disposition sans application.

L'article 13 du projet (article 12 du texte proposé) permet aux juridictions de milice de relever les demandes tardives de la forclusion (§ 3 nouveau ajouté à l'article 20 de la loi) .

Il dispose en outre (§ 4 nouveau ajouté à l'article 20 de la loi) : "Dans les limites de leur compétence, les juridictions de milice peuvent toujours admettre la substitution d'une demande dont elles sont saisies ou du motif invoqué, par une autre demande ou par un autre motif".

.../...

L'intention du Gouvernement est que le demandeur puisse, même devant le juge d'appel, modifier tant la nature que la cause de sa demande, mais non de permettre à la juridiction saisie de procéder d'office à ces substitutions. La précision selon laquelle celles-ci ne peuvent être admises par les juridictions que dans les limites de leur compétence est inutile dans la mesure où elle entend que par l'effet de cette faculté nouvelle, le demandeur transforme une demande devant le conseil de milice en une demande qui relèverait du conseil de revision et réciproquement. Il va de soi qu'une juridiction ne peut statuer que dans les limites de la compétence que lui donne la loi. Si cette précision impliquait que cette faculté de substitution ne peut être exercée devant le juge d'appel, elle irait à l'encontre des intentions du Gouvernement. Il y a donc lieu de l'omettre et de remplacer le mot "toujours" par l'expression "en tout état de cause".

L'article 16 du projet (article 15 du texte proposé) abroge l'article 24 de la loi du 15 juin 1951 modifié par la loi du 22 juillet 1952. Cet article 24 constituant toute la section 2 du chapitre V de la loi, il serait préférable d'étendre l'abrogation à l'ensemble de cette section.

L'article 37 du projet (article 36 du texte proposé) remplace l'article 72 de la loi et concerne les congés à accorder au milicien. Le § 3 dispose

.../...

que l'exécution des dispositions relatives à ces congés est suspendue si les circonstances l'exigent. Dans le silence du texte quant à l'autorité compétente pour prononcer cette suspension, cette autorité ne peut être que le Roi.

L'article 45 du projet (article 43 du texte proposé) traite du personnel volontaire recruté pour les unités auxquelles le contingent spécial est affecté. L'alinéa 2 rend l'article 81 applicable à ces engagés. Il confie au Ministre de la Défense nationale le pouvoir de déterminer les autres conditions des engagements et rengagements en question. Il serait plus conforme aux règles constitutionnelles qui font du Roi le chef du pouvoir exécutif et le chef de l'armée, de n'attribuer un tel pouvoir qu'au Roi, ce qui n'empêchera pas celui-ci de confier au Ministre le soin d'arrêter certaines mesures de détail et de pure exécution.

L'article 46 du projet (article 44 du texte proposé) institue le principe du service militaire féminin, volontaire en temps de paix, le cas échéant obligatoire en temps de guerre.

Selon l'alinéa 3 de l'article 86 ter inséré à cette fin dans la loi du 15 juin 1951, les femmes mariées ne peuvent s'engager volontairement que moyennant l'autorisation expresse et écrite de leur époux. Selon l'exposé des motifs, cette autorisation serait irrévocable. La précision doit être ajoutée au texte.

.../...

Le projet ne règle pas le sort de la femme qui se marie en cours d'engagement.

L'alinéa 4 du même article dispose que "le Roi arrête les conditions générales des engagements et des rengagements". L'alinéa 5 ajoute que "le Ministre de la Défense nationale détermine les modalités particulières des diverses espèces d'engagements et de rengagements". Ce dernier alinéa est inutile. L'habilitation conférée au Roi par l'alinéa 4 ne fait en effet pas obstacle à ce que le chef de l'Etat laisse au Ministre le soin d'arrêter des dispositions de détail, et il serait contraire aux règles constitutionnelles rappelées ci-dessus de conférer au Ministre un pouvoir réglementaire qui exclurait celui du Roi. Le Conseil d'Etat propose dès lors de supprimer l'alinéa 5.

L'alinéa 6 dispose que "En temps de guerre, les femmes peuvent être astreintes au service obligatoire". Le projet ne se prononce pas sur l'autorité qui pourra édicter cette obligation. Si le législateur se réserve ce pouvoir, la disposition est inutile. S'il entend le conférer au Roi, l'habilitation devrait être expresse. C'est en partant de cette seconde hypothèse que le Conseil d'Etat a rédigé le dernier alinéa.

Tel qu'il est rédigé, le texte permettra de verser, en temps de guerre, les miliciennes dans les unités combattantes. Il semble dépasser à cet égard les intentions du Gouvernement. Sans préjudice d'autres difficultés, il résulte également de ce texte que la

.../...

femme pourra être appelée à servir dans l'armée en même temps que son mari, ce qui ne laissera pas de provoquer des situations familiales inextricables.

L'article 55 du projet devient, dans le texte proposé, l'article 53. Il a été tenu compte, pour la rédaction du 1°, des observations faites en tête de cet avis relatives à l'abrogation immédiate de tout l'arrêté royal du 20 mai 1939.

L'article 57, alinéa 1er, du projet (article 55 du texte proposé) a pour but de régler la situation juridique des miliciens qui ont été exonérés du service, mais qui ont été affectés à la Garde territoriale antiaérienne en exécution de l'arrêté ministériel du 11 avril 1952. Selon le projet, ces miliciens seront considérés comme s'ils avaient été dès l'abord désignés pour le contingent spécial, de sorte qu'ils seront désormais considérés comme des militaires. Une telle disposition n'a pas pour but, et ne peut avoir pour effet que les intéressés soient réputés militaires rétroactivement au jour où ils ont reçu leur affectation à la Garde territoriale antiaérienne. Il en résulte notamment que les infractions qu'ils auraient pu commettre et pour lesquelles ils n'auraient pas encore été jugés seront réprimées en tenant compte de leur assimilation aux militaires en congé illimité prévue par l'article 8, alinéa 3, de l'arrêté royal du 20 mai 1939 et ne seront déférées aux tribunaux militaires que dans les cas prévus à l'article 4 du Code de procédure pénale militaire.

.../...

Le projet appelle, en outre, un certain nombre d'observations de forme qui ne nécessitent pas de commentaire et dont il est tenu compte dans le texte proposé ci-après :

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

.../...

Article 1er.- (comme l'article 1er du projet).

Article 2.- (article 3 du projet)

L'article 3, §§ 3 et 4, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 3.- L'expiration du délai ne dégage à aucun moment le déserteur de ses obligations militaires; quel que soit son âge, il reste tenu d'accomplir ou d'achever, s'il appartient au contingent normal, le terme de service actif ou, s'il appartient au contingent spécial, la période d'instruction qui lui était imposée comme milicien ou comme volontaire .

§ 4. - (comme le projet) ".

Article 3.- (comme l'article 4 du projet).

Article 4.-

L'article 8 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 8. § 1er. (comme l'article 5 du projet).

§ 2. (comme l'article 2 du projet) ".

.../...

Article 5.- (article 6 du projet)

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 10 de la même loi :

§ 1er. Le § 1er et les mots "§ 2 - Ont droit à ce sursis" sont remplacés par la disposition suivante :

"§ 1er. Aussi longtemps qu'il est appelé à former le contingent d'une levée portant le millésime d'une des années pendant lesquelles il atteint l'âge de 19 à 23 ans, l'inscrit est en droit d'obtenir un sursis le rattachant chaque fois à la levée suivante, s'il réunit une des conditions fixées ci-après : ...".

§ 2. Le § 2, 1°, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Est assimilée au père ou à la mère, la personne qui a le milicien orphelin ou abandonné à sa charge depuis quatre ans au moins à l'expiration de la dix-huitième année de ce dernier".

§ 3. Le § 2, 4°, modifié par la loi du 22 juillet 1952, est remplacé par la disposition suivante :

" 4° Le personnel du fond de la mine ".

§ 4. Le § 2, 7°, modifié par la loi du 22 juillet 1952, est remplacé par la disposition suivante :

" 7° Les étudiants qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein de l'enseignement secondaire".

.../...

§ 5. Les paragraphes 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"§ 2. L'âge maximum est de 25 ans pour les inscrits qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein d'une des quatre universités ou d'un des autres établissements d'enseignement supérieur désignés par le Roi.

§ 3. Cet âge est de 28 ans pour les inscrits qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein en vue d'obtenir le diplôme de docteur en médecine, de docteur en médecine vétérinaire, d'ingénieur civil des mines ou de licencié en sciences nucléaires.

§ 4. Il est de 30 ans :

1° pour les inscrits qui sont médecins ou qui sont inscrits en dernière année de médecine et qui désirent se spécialiser dans une branche de l'art de guérir utile à l'armée, pour autant que le nombre de sursis pouvant encore être accordés leur permette de terminer cette spécialisation;

2° pour les inscrits qui sont ingénieurs du corps des mines ou ingénieurs du fond de la mine ou qui, étant inscrits en dernière année ou venant de terminer les études en vue d'obtenir le diplôme d'ingénieur civil des mines, déclarent avoir l'intention de devenir ingénieur du corps des mines ou ingénieur du fond de la mine;

.../...

3° pour les inscrits qui, faisant partie d'une communauté religieuse, se destinent à une oeuvre de mission hors d'Europe et suivent l'enseignement qui les prépare à cette destination;

4° pour les inscrits qui sont docteurs en médecine ou docteurs en médecine vétérinaire ou qui sont inscrits en dernière année et qui désirent être mis à la disposition du Ministre des Colonies pour le service dans les territoires d'outre-mer".

Article 6.- (comme l'article 7 du projet, mais remplacer la référence à "l'article 10, § 2" par la référence à "l'article 10, § 1er").

Article 7.- (article 8 du projet)

Le chapitre IV, section 3, B, de la même loi, modifié par les lois du 22 décembre 1953 et du 12 mars 1954, est remplacé par la disposition suivante :

"B. De la dispense pour cause morale.

Article 12.-

Est dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de sa classe d'âge :

1° l'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui a, depuis l'âge de 18 ans, sa résidence effective et habituelle à l'étranger dans un pays autre que le Congo belge ou le Ruanda-Urundi, les Iles britanniques et les pays limitrophes de la Belgique;

.../...

2° l'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions déterminées à l'article 10, § 1er, 3° ou 4°;
3° l'exclu d'une levée précédente rétabli dans le droit de servir dans l'armée entre le 1er janvier de l'année au cours de laquelle il atteint 29 ans et le 31 décembre de l'année au cours de laquelle il atteint 33 ans".

Article 8.- (article 11 du projet)

Il est ajouté au chapitre IV de la même loi une section 3 bis rédigée comme suit :

"Section 3 bis. - De la désignation pour le contingent spécial.

Article 13.-

Est désigné ... (comme l'article 11 du projet, mais remplacer les références à l'article 10, § 2, par des références à l'article 10, § 1er, et les expressions "deuxième alinéa", "troisième alinéa" et "quatrième alinéa" par "alinéa 2", "alinéa 3" et "alinéa 4").

Article 9.- (article 9 du projet)

L'article 15 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"§ 6. L'exclu est reversé dans la réserve de recrutement lorsque le conseil de milice constate que la cause d'exclusion prend fin avant le 31 décembre de l'année au cours de laquelle il a 33 ans".

.../...

Article 10.- (comme l'article 10 du projet, mais remplacer les mots "à la Colonie" par l'expression "au Congo belge ou au Ruanda-Urundi".

Article 11.- (comme l'article 12 du projet, en supprimant toutefois l'adjectif "complète" qui qualifie le mot "démence").

Article 12.- (article 13 du projet)

§ 1er. L'article 20, § 1er, de la même loi est complété par la disposition suivante :

" 6° Les demandes de désignation pour le contingent spécial".

§ 2. Le même article est complété comme suit :

"§ 3. (comme le projet)

§ 4. Le milicien peut, devant les juridictions de milice, modifier en tout état de cause l'objet de la demande et y substituer un motif à un autre".

Article 13.- (article 14 du projet)

L'article 22 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

"Article 22. Si plusieurs demandes introduites par le même milicien sont reconnues fondées, la situation de milice qui prévaut est déterminée dans l'ordre suivant : l'exemption, la dispense, l'ajournement, le sursis, la désignation pour le contingent spécial".

.../...

Article 14.- (comme l'article 15 du projet).

Article 15.-

La section 2 du chapitre V de la même loi, modifiée par la loi du 22 juillet 1952, est abrogée.

Article 16.- (comme l'article 17 du projet).

Article 17.- (comme l'article 18 du projet, mais remplacer "l'article 16bis, § 2" par "l'article 13, § 2").

Article 18.- (article 19 du projet)

Les paragraphes 3 et 4 de l'article 29 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

"§ 3 (comme le projet)

§ 4. Lorsqu'un sursis ou la désignation pour le contingent spécial ne peut être accordé à un milicien comme indispensable soutien de famille parce que les conditions énoncées à l'article 10, § 1er, 1°, ne sont pas remplies, mais que les circonstances spéciales militent néanmoins en faveur de l'accueil de la demande, le conseil, s'il y a unanimité, défère la cause au conseil supérieur de milice".

Articles 19 à 23.- (comme les articles 20 à 24 du projet).

Article 24.- (article 25 du projet)

L'article 45 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

.../...

"S'il remplit les conditions de résidence prévues à l'article 47, § 1er, pour subir l'examen médical au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou à l'étranger, il peut cependant demander au conseil d'être examiné au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou au siège d'un poste diplomatique et consulaire. Il est fait application, dans ce cas, de l'article 47, §§ 4 à 7".

Article 25.- (article 26 du projet)

L'article 52, § 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Il est adressé, sous pli recommandé à la poste, au greffe de la Cour de cassation :
par le Ministre de l'Intérieur, dans les trois mois du prononcé de la décision attaquée;
par le milicien, dans les quinze jours de la notification de la décision attaquée".

Article 26.- (article 27 du projet)

La section 7 du chapitre V de la même loi est remplacée par les dispositions suivantes :

"Section 7. - De la renonciation au sursis, à la dispense, à la désignation pour le contingent spécial.

Article 55. Le milicien peut renoncer au sursis et à la dispense et, tant qu'il n'a pas été remis à l'autorité militaire, à sa désignation pour le contingent spécial.
Le Roi détermine dans quelle forme, auprès de quelle autorité et dans quel délai précédant la clôture de la remise du contingent la renonciation doit être faite, le tout à peine de nullité".

.../...

Article 27.- (comme l'article 28 du projet).

Article 28.- (article 29 du projet)

L'article 62 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 62.- A sa sortie du centre, le milicien reconnu apte est renvoyé dans ses foyers en attendant son appel pour accomplir le service actif, s'il appartient au contingent normal, ou la période d'instruction, s'il appartient au contingent spécial.

Celui qui réside effectivement et habituellement au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou à l'étranger, sauf aux Iles britanniques ou dans un pays limitrophe de la Belgique peut, s'il est rentré au pays pour se rendre au centre, être autorisé à effectuer immédiatement le terme de service actif imposé aux miliciens du contingent normal".

Article 29.- (article 30 du projet)

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 63 de la même loi:

§ 1er. Le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Le contingent normal est réparti entre les unités de l'armée d'après les résultats de la sélection".

§ 2. Le premier alinéa du § 4 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4 .... (comme le projet) ...".

.../...

Article 30.- (article 31 du projet)

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 67 de la même loi :

§ 1er. Au § 1er, alinéa 1er, le mot "contingent" est remplacé par les mots "contingent normal".

§ 2. Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2 (comme le projet, mais remplacer "le terme passé" par "le temps passé")".

Article 31.- (article 32 du projet)

La phrase liminaire et le 1° de l'article 68 de la même loi sont remplacés par la disposition suivante :

"Article 68.- Les militaires du contingent normal en congé illimité sont assujettis aux rappels suivants :

1° les rappels ordinaires dont la durée maximum ne peut excéder :

30 jours par an pour les officiers de réserve;

74 jours au total pour les sous-officiers de réserve;

66 jours au total pour les autres militaires".

Articles 32 à 38.- (comme les articles 33 à 39 du projet).

Article 39.- (articles 40 et 44 du projet)

Le chapitre VIII de la même loi est divisé en deux sections.

La première est intitulée : "Des engagements et des rengagements dans le personnel permanent de l'armée", et comprend les articles 77 à 86.

.../...

La deuxième est intitulée : "Des engagements et des rengagements dans le personnel non permanent des unités auxquelles le contingent spécial est affecté", et comprend l'article 86 bis.

Article 40.- (comme l'article 41 du projet).

Article 41.- (comme l'article 42 du projet, mais lire : à l'alinéa 3, "personnel navigant" et non "personnel naviguant"; à l'alinéa 4, "Le volontaire mis à la retraite pour invalidité ou licencié par réforme" et non "Le volontaire licencié par pension ou par réforme").

Article 42 .- (comme l'article 43 du projet).

Article 43.- (article 45 du projet)

Il est inséré dans la même loi un article 86 bis, rédigé comme suit :

"Article 86 bis. Les citoyens belges n'ayant plus d'obligations militaires ou n'étant plus susceptibles d'en avoir peuvent être admis à l'engagement ou au rengagement volontaire dans le personnel non permanent des unités auxquelles est affecté le contingent spécial.

L'article 81 est applicable à ces engagés; le Roi détermine les autres conditions de ces engagements et rengagements et de leur résiliation".

.../...

Article 44.- (article 46 du projet)

Un chapitre VIIIbis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Chapitre VIIIbis. - Du service militaire féminin.

Article 86 ter. Les femmes de nationalité belge âgées de 16 ans au moins peuvent être admises à contracter un engagement volontaire et des rengagements.

Tant qu'elles n'ont pas atteint l'âge de 21 ans, elles doivent justifier du consentement de leur père, mère ou tuteur selon les distinctions prévues à l'article 77, alinéas 2 et 3.

Les femmes mariées doivent justifier de l'autorisation expresse et écrite de leur époux. Cette autorisation est irrévocable.

Le Roi arrête les conditions générales des engagements et des rengagements.

Le Roi peut, en temps de guerre, astreindre les femmes au service obligatoire. Il en détermine les conditions dans les limites des obligations imposées aux miliciens".

Articles 45 à 50.- (comme les articles 47 à 52 du projet).

Article 51.- (article 53 du projet)

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 97, § 1er, de la même loi :

.../...

§ 1er. Le 1°, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Ces délais de quinze et de trois jours sont portés à trois mois pour les insoumis qui résident effectivement et habituellement au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou à l'étranger, sauf aux Iles britanniques ou dans un pays limitrophe de la Belgique".

§ 2. Le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2°. Le milicien compris dans le contingent qui, appelé avant d'avoir acquis la qualité de militaire pour accomplir, suivant qu'il appartient à l'une ou l'autre partie du contingent, le terme du service actif ou la période d'instruction, n'a pas rejoint son corps ou service en temps de paix dans les quinze jours, en temps de guerre dans les trois jours de la date fixée".

Article 52.- (comme l'article 54 du projet, mais ajouter après les mots "à l'expiration du" les mots "délai correspondant au").

Article 53.- (comme l'article 55 du projet, mais rédiger comme suit le 1° :

"1° la loi du 27 décembre 1938 relative à l'organisation de la défense du territoire contre le péril aérien, et l'arrêté royal n° 1 du 20 mai 1939 portant organisation générale de la défense active du territoire contre les attaques aériennes et créant la Garde territoriale antiaérienne, confirmé par la loi du 16 juin 1947").

.../...

Article 54.- (article 56 du projet)

§ 1er. Les inscrits appelés à former le contingent de 1956 ou de 1957 peuvent obtenir le sursis dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente loi dans la mesure où cet article déroge aux dispositions qu'il remplace. Il en est de même des miliciens médecins ou médecins vétérinaires compris dans le contingent de 1955, qui n'ont pas encore été appelés sous les armes pour accomplir leur terme de service actif et qui expriment le désir d'être mis à la disposition du Ministre des Colonies pour le service dans les territoires d'outre-mer.

§ 2. Ils doivent, sous peine de non-recevabilité, introduire leur demande, sous pli recommandé à la poste, auprès du gouverneur de la province de leur domicile de milice dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 3. Les conseils de milice et le conseil supérieur de milice peuvent connaître en dehors de leur session des causes prévues au présent article.

Article 55.- (comme l'article 57 du projet, mais à l'alinéa 1er, répéter "comme s'ils avaient été" avant les mots "remis à l'autorité militaire"; faire de la seconde phrase de l'alinéa 3 un alinéa distinct).

Article 56.- (article 58 du projet)

Le Roi peut coordonner les dispositions légales relatives à la milice, au recrutement et aux obligations de service.

.../...

A cette fin il peut :

1° modifier l'ordre et la numérotation des chapitres, sections et articles des dispositions à coordonner et les regrouper dans d'autres divisions;
2° modifier les références contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
3° modifier la rédaction des textes des dispositions légales précitées en vue d'assurer une terminologie uniforme.

La coordination portera l'intitulé suivant : "Lois sur la milice, coordonnées le ...".

Donné à , le

PAR LE ROI :
Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de la Défense nationale,

Zoals de memorie van toelichting uiteenzet, heeft het ontwerp een drieledig doel : het regelen van de rechtspositie der dienstplichtigen die op morele gronden zijn vrijgelaten maar die de getalsterkte van de Territoriale Luchtwacht moeten vormen, het aanpassen van een aantal bepalingen naar gelang van de technische vereisten die uit de toepassing er van zijn gebleken en het invoeren, in de dienstplichtwet, van het principe van de vrouwelijke dienst.

De op morele gronden vrijgelaten dienstplichtigen worden thans ingedeeld bij het niet-permanent personeel van de Territoriale Luchtwacht, zulks krachtens het ministerieel besluit van 26 februari 1953, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 20 mei 1939. Volgens dit koninklijk besluit, dat met de opvatting van de stellers van de wet van 27 december 1938 strookt, is de Territoriale Luchtwacht geen eenheid van het leger ; dit heeft tot gevolg, dat de dienst daarin verricht door dienstplichtigen die, op grond van artikel 12, 1° en 2°, van de dienstplichtwet, van dienst in vredestijd zijn vrijgelaten, geen werkelijke dienst is en dat deze dienstplichtigen niet de hoedanigheid van militair bezitten.

De bedoeling van de Regering is, het karakter van de Territoriale Luchtwacht te wijzigen en daarvan een eenheid van het leger te maken. De dienstplichtigen die daarin prestaties zullen verrichten, zullen de hoedanigheid van militair hebben en een beperkte dienst volbrengen. Zij zullen deel uitmaken van een

.../...

deel van het contingent, speciaal contingent genoemd in tegenstelling met het zogenaamde normale contingent dat zal bestaan uit militairen opgeroepen voor de werkelijke dienst zoals deze door de thans geldende dienstplichtwet wordt geregeld.

Over de wijziging van het karakter der Territoriale Luchtwacht wordt alleen in de memorie van toelichting gesproken. Buiten de bepaling die het koninklijk besluit van 20 mei 1939 opheft voor zover dit besluit onverenigbaar is met de ontworpen wet (artikel 55, 1°, van het ontwerp), handelt geen enkele bepaling over deze wijziging. In feite impliceert het ontwerp dat de door de wet van 27 december 1938 en door het koninklijk besluit van 20 mei 1939 ingestelde regeling wordt opgeheven en tegelijk dat een nieuwe rechtspositie voor de Territoriale Luchtwacht wordt opgemaakt. Aangezien de Regering, trouwens door een brief van de Minister van Binnenlandse Zaken op 24 april 1956 is bevestigd, het ontwerp en de nieuwe rechtspositie van de Territoriale Luchtwacht tegelijkertijd in werking wil doen treden, heeft de Raad van State het ontwerp onderzocht uitgaande van de hypothese dat de Territoriale Luchtwacht een eenheid van het leger is. Derhalve stelt hij voor het koninklijk besluit van 20 mei 1939 geheel te heffen (artikel 53, 1°, van de voorgestelde tekst).

Artikel 1 van het ontwerp wijzigt twee definities van artikel 1 van de wet van 15 juni 1951. Het begrip "lichtingsterkte" wordt herzien in het licht van het tussen het normale en het speciale contingent gemaakte onderscheid. Het begrip "dienstweigeraar" wordt nader toegelicht aan de hand van de artikelen 60 en 66 van de wet.

.../...

Artikel 2 van het ontwerp bekrachtigt de indeling van de lichtingsterkte in een normaal contingent en een speciaal contingent, zulks door invoeging van een paragraaf 3 bis in artikel 2 van de wet. Deze bepaling hoort thuis en wel als paragraaf 2, in artikel 8 van de wet zoals het door artikel 5 van het ontwerp is gewijzigd, handelend over de samenstelling van het contingent. Artikel 5 van het ontwerp zou paragraaf 1 van artikel 8 van de wet en artikel 2 van het ontwerp zou paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden.

In dit geval worden de artikelen 3 tot 5 van het ontwerp de artikelen 2 tot 4.

Artikel 6 van het ontwerp (artikel 5 van de voorgestelde tekst) brengt talrijke wijzigingen aan in artikel 10 van de wet, dat betrekking heeft op het gewoon uitstel. Een eenvoudiger tekst kan worden bereikt door het samensmelten van de paragrafen 1 en 2 tot één paragraaf 1, betreffende het recht op vijfmaal uitstel voor een jaar, terwijl de volgende paragrafen onderscheidenlijk over het recht op zeven, tien en twaalfmaal uitstel zouden handelen. Ingevolge deze bewerking moet dan in de overige bepalingen van de wet verwezen worden naar artikel 10, § 1, in plaats van naar artikel 10, § 2.

Paragraaf 2, 7°, van het ontwerp (§ 1, 7°, van de voorgestelde tekst) bepaalt, dat "leerlingen en studenten die geregeld de dagcursussen van het middelbaar onderwijs volgen" vijfmaal uitstel kunnen bekomen. Blijkens de memorie van toelichting en de uitleg van de gemachtigde ambtenaar is deze tekst

.../ ...

te restrictief. Hij mag niet voor gevolg hebben dat leerlingen van het normaal- en technisch onderwijs die volledige dagcursussen volgen, van het recht op zodanig uitstel uitgesloten worden. Het ware derhalve verkieslijk de uitdrukking "middelbaar onderwijs" te vervangen door de meer algemene uitdrukking "secundair onderwijs".

Aangezien paragraaf 3 anderzijds meer kansen op uitstel laat voor de "ingeschrevenen die geregeld de volledige dagcursussen aan een der vier universiteiten of aan een der andere door de Koning aangewezen hoger onderwijsinrichtingen volgen", is het overbodig in paragraaf 2, 7°, te spreken van de studenten die geregeld de volledige dagcursussen van het hoger onderwijs volgen.

Artikel 8 van het ontwerp (artikel 7 van de voorgestelde tekst) heft artikel 13 op en beperkt hoofdstuk IV, afdeling 3, B, vrijlating op morele grond tot artikel 12. Artikel 11 van het ontwerp van zijn kant voegt in hetzelfde hoofdstuk een afdeling VI bis in "Aanwijzing van de dienstplichtigen voor het speciale contingent", deze afdeling wordt gevormd door artikel 16 bis.

Om de door de opheffing van artikel 13 vrijgekomen plaats niet ongebruikt te laten, kan aldaar de inhoud van artikel 16 bis van het ontwerp worden ingevoegd.

.../...

Het nieuwe artikel 13 zou dan afdeling 3 bis van hoofdstuk IV worden met als opschrift : "Aanwijzing voor het speciale contingent".

Artikel 9 van het ontwerp (artikel 9 van de voorgestelde tekst) vult artikel 15 van de wet aan met een paragraaf 6, die handelt over het geval van de uitgeslotene, voor wie de grond van uitsluiting vervalt uiterlijk op 31 december van het jaar waarin hij 33 jaar wordt. Krachtens het eerste lid wordt de betrokkene in dat geval opnieuw in de werfreserve ingeschreven.

Volgens het tweede lid van deze paragraaf 6 wordt hij geacht op morele gronden vrijgelaten te zijn, of is hij bestemd om in het contingent te worden opgenomen naargelang de grond van uitsluiting vervalt na de 31e december van het jaar waarin hij 28 jaar of vóór de 1e januari van het jaar waarin hij 29 jaar oud wordt. De eerste van deze bepalingen hoort thuis in artikel 12 van de wet, dat de categorieën van vrijgelatenen op morele grond opsomt. Zij zou hiervan paragraaf 3 worden. De tweede bepaling is slechts een herhaling van artikel 8 van de wet, gewijzigd bij artikel 5 van het ontwerp (artikel 4 van de voorgestelde tekst), dat de categorieën van dienstplichtigen die in het contingent moeten worden opgenomen, opsomt. Zij kan derhalve zonder bezwaar wegvallen.

.../...

Artikel 11 van het ontwerp (artikel 8 van de voorgestelde tekst) voegt in hoofdstuk IV een afdeling 6 bis in, met als opschrift "Aanwijzing voor het speciale contingent"; deze afdeling wordt gevormd door een nieuw artikel 16 bis. Bij het onderzoek van artikel 8 is voorgesteld een afdeling 3 bis te vormen en de inhoud van het nieuwe artikel 16 bis in te voegen op de door de opheffing van artikel 13 van de wet vrijgekomen plaats.

Verder dient te worden opgemerkt, dat het 2° van dit artikel 16 bis de "voor het permanente legerkader aangeworven broeders" beschouwt als werkelijke dienst te hebben volbracht. Het begrip "permanent legerkader" schijnt wel niet in een wettelijke of verordenende tekst nader te zijn omschreven. Het ware nuttig dit begrip in de memorie van toelichting te verklaren.

Artikel 12 van het ontwerp (artikel 11 van de voorgestelde tekst) dat artikel 17, § 2, van de wet door een nieuwe bepaling vervangt, zegt : "zij die ingevolge ... volledige krankzinnigheid ... als verloren voor het gezin dienen te worden beschouwd" ... "worden gelijkgesteld met de overleden gezinsleden".

De krankzinnigheid is een toestand die omschreven is in de titel "Ontzetting" van het Burgerlijk Wetboek en in de wet tot bescherming der maatschappij. Zij is noch gedeeltelijk noch volledig. Het maakt geen verschil uit dat zij zich in sommige gevallen niet blijvend doet gevoelen.

.../...

Zij is een lichamelijke toestand die rechtsgevolgen heeft. Men late derhalve het hoedanigheidswoord "volledige" uit de bepaling weg.

Voorts stelt artikel 12, dat gelijkstelling met een overleden gezinslid alleen mogelijk is ingeval van familieverlating of vermissing van de betrokkene gedurende ten minste drie jaar. Aan de omvang van deze periode, die er op berekend is om bedrog te voorkomen, is het gevaar verbonden dat de bepaling geen toepassing zal vinden.

Artikel 13 van het ontwerp (artikel 12 van de voorgestelde tekst) machtigt de militierechtscolleges tot het opheffen van het verval der te laat ingediende aanvragen (nieuwe paragraaf 3, toegevoegd aan artikel 20 van de wet).

Voorts bepaalt de nieuwe paragraaf, toegevoegd aan artikel 20 van de wet : "De militierechtscolleges kunnen steeds binnen de perken van hun bevoegdheid toelaten dat een bij hen aanhangig gemaakte aanvraag of de aangevoerde reden door een andere aanvraag of een andere reden wordt vervangen".

De Regering bedoelt, dat de aanvrager, zelfs voor de rechter in hoger beroep, zowel de aard als de reden van zijn aanvraag kan wijzigen, maar niet dat het bevoegde college zodanige wijzigingen ambtshalve kan aanbrengen.De bepaling, dat de rechtscolleges deze wijzigingen slechts binnen de perken van hun bevoegdheid kunnen aanvaarden, is overbodig voorzover daarmee wordt bedoeld, dat de aanvrager op grond van deze nieuwe mogelijkheid een aanvraag voor

.../...

de militieraad kan veranderen in een aanvraag die tot de bevoegheid van de herkeuringsraad behoort, en omgekeerd. Het spreekt vanzelf dat een rechtscollege niet dan binnen de perken van de door de wet toegekende bevoegdheid mag beslissen. Mocht evengenoemde bepaling impliceren, dat van deze mogelijkheid tot wijziging geen gebruik mag worden gemaakt voor de rechter in hoger beroep, dan zou zij in strijd zijn met de bedoelingen van de Regering. Zij dient dus achterwege te blijven, terwijl het woord "steeds" moet worden vervangen door "in elke stand van de zaak".

Artikel 16 van het ontwerp (artikel 15 van de voorgestelde tekst) dient tot opheffing van artikel 24 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1952. Aangezien dit artikel 24 de hele afdeling 2 van hoofdstuk V van de wet in beslag nam, ware het beter de afdeling op te heffen.

Artikel 37 van het ontwerp (artikel 36 van de voorgestelde tekst) vervangt artikel 72 van de wet en heeft betrekking op het verlof van de dienstplichtigen. Volgens paragraaf 3 wordt de uitvoering van de bepalingen die op het verlof betrekking hebben, geschorst "zo de omstandigheden zulks vergen". Aangezien de tekst niet zegt welke overheid bevoegd is om deze schorsing uit te spreken, kan dit alleen de Koning zijn.

Artikel 45 van het ontwerp (artikel 43 van de voorgestelde tekst) handelt over het personeel dat vrijwillig is aangeworven voor de eenheden waarbij het speciale contingent is ingedeeld. Het tweede lid verklaart artikel 81 op deze vrijwilligers van toepassing.

.../...

Het machtigt de Minister van Landsverdediging tot het bepalen van de overige voorwaarden inzake de dienstnemingen en wederdienstnemingen waarvan sprake. Het ware meer in overeenstemming met de grondwettelijke regelen, op grond waarvan de Koning het hoofd van de uitvoerende macht en het hoofd van het leger is, zodanige bevoegdheid slechts aan de Koning op te dragen, wat deze niet zal beletten de Minister met enige detailvoorzieningen en zuivere uitvoeringsmaatregelen te belasten.

Artikel 46 van het ontwerp (artikel 44 van de voorgestelde tekst) stelt het beginsel van de vrouwelijke militaire dienst, vrijwillig in vredestijd en, bij voorkomend geval, verplicht in oorlogstijd.

Volgens het derde lid van artikel 86 ter, dat te dien einde in de wet van 15 juni 1951 wordt ingevoegd, mogen gehuwde vrouwen niet vrijwillig dienstnemen dan met uitdrukkelijke en schriftelijke machtiging van hun man. Volgens de memorie van toelichting zou deze machtiging onherroepelijk zijn. Dit moet in de tekst worden gezegd.

Het ontwerp treft geen voorzieningen voor het geval van de vrouw die in het huwelijk treedt tijdens de periode van dienstneming.

Het vierde lid van hetzelfde artikel bepaalt: "de algemene voorwaarden van de dienstnemingen en wederdienstnemingen worden door de Koning vastgesteld". Het vijfde lid voegt hieraan toe : "de Minister van Landsverdediging bepaalt de bijzondere modaliteiten voor de verschillende soorten van dienstneming en wederdienstneming". Dit laatste lid is overbodig. De door het vierde lid aan de Koning opgedragen macht verhindert het Staatshoofd immers niet, het treffen van detailvoorzieningen aan de Minister over te laten en het

.../...

ware strijdig met de hierboven in herinnering gebrachte grondwettelijke regelen, aan de Minister een verordenende bevoegdheid op te dragen, welke die van de Koning zou uitsluiten. De Raad van State stelt derhalve voor, het vijfde lid te schrappen.

Het zesde lid bepaalt : "in oorlogstijd kunnen de vrouwen tot de dienst verplicht worden". Het ontwerp zegt niet welke overheid deze verplichting zal uitvaardigen. Wil de wetgever zich deze bevoegdheid voorbehouden, dan heeft deze bepaling geen nut. Is het zijn bedoeling ze aan de Koning op te dragen, dan is uitdrukkelijke bevoegdverklaring vereist. De Raad van State is bij het redigeren van het laatste lid uitgegaan van deze tweede veronderstelling.

In zijn huidige redactie laat de tekst toe, de vrouwelijke dienstplichtigen in oorlogstijd bij strijdende eenheden in te delen. Wat dit punt betreft schijnt hij verder te gaan dan de Regering bedoelt. Afgezien van andere moeilijkheden brengt deze tekst ook mede dat de vrouw tegelijk met haar man voor legerdienst kan worden opgeroepen, hetgeen ongetwijfeld tot onontwarbare toestanden in het gezin zal leiden.

Artikel 55 van het ontwerp wordt artikel 53 in de voorgestelde tekst. Voor de redactie van het 1° werd rekening gehouden met de vooraan in dit advies gemaakte opmerkingen betreffende de onmiddellijke opheffing van het gehele koninklijk besluit van 20 mei 1939.

.../...

Artikel 57, eerste lid, van het ontwerp (artikel 55 van de voorgestelde tekst) strekt tot regeling van de rechtspositie der dienstplichtigen, die van dienst zijn ontheven maar op grond van het ministerieel besluit van 11 april 1952 bij de Territoriale Luchtwacht zijn ingelijfd. Volgens het ontwerp worden deze dienstplichtigen geacht van meet af aan voor het speciaal contingent aangewezen te zijn, zodat zij voortaan geacht worden "militair" te zijn. Een zodanige bepaling heeft niet tot doel, en kan ook niet voor gevolg hebben, dat de betrokkenen retroactief als militairen worden beschouwd vanaf de dag waarop zij bij de Territoriale Luchtwacht zijn ingelijfd. Er volgt onder meer uit dat de misdrijven die zij mochten gepleegd hebben en waarvoor zij nog niet gevonnist mochten zijn, bestraft zullen worden met inachtneming van hun gelijkstelling met militairen met onbepaald verlof zoals deze bij artikel 8, derde lid, van het koninklijk besluit van 20 mei 1939 is voorgeschreven en dat die misdrijven alleen in de bij artikel 4 van het Wetboek van militaire strafrechtspleging bedoelde gevallen voor militaire rechtbanken zullen worden gebracht.

Bij het ontwerp zijn bovendien een aantal opmerkingen betreffende de vorm te maken die geen commentaar behoeven en waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden :

.../...

Ontwerp van wet tot wijziging van de dienstplichtwet van 15 juni 1951.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.- (zoals artikel 1 van het ontwerp).

Artikel 2.- (artikel 3 van het ontwerp).

Artikel 3, §§ 3 en 4, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

" § 3. De deserteur is door het verstrijken van de termijn op geen enkel ogenblik van zijn dienstplicht ontslagen; hij blijft, op welke leeftijd ook, gehouden tot het vervullen of voltooien van de werkelijke diensttijd, zo hij tot het normale contingent behoort, of van de opleidingsperiode welke hem als dienstplichtige of vrijwilliger was opgelegd, zo hij tot het speciaal contingent behoort.

§ 4. (zoals in het ontwerp).

.../....

Artikel 3.- (zoals artikel 4 van het ontwerp).

Artikel 4.-

Artikel 8 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 8.- § 1. (zoals artikel 5 van het ontwerp).

§ 2. (zoals artikel 2 van het ontwerp).

Artikel 5.- (artikel 6 van het ontwerp)

In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

§ 1.- § 1 en de woorden "§ 2 - Daarop hebben recht" worden door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. Zolang de ingeschrevene in aanmerking komt voor het contingent ener lichting, genoemd naar een der jaren waarin hij de leeftijd van 19 tot 23 jaar bereikt, kan hij een uitstel bekomen waardoor hij telkens naar de volgende lichting overgaat, indien hij aan een der hierna gestelde vereisten voldoet: ...".

§ 2.- § 2, 1°, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Met vader of moeder wordt gelijkgesteld degene die de verweesde of verlaten dienstplichtige sedert ten minste vier jaar te zijnen laste heeft, op het ogenblik dat deze de volle leeftijd van achttien jaar bereikt".

.../...

§ 3.- § 2, 4°, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"4° Het ondergrondse mijnpersoneel;".

§ 4.- § 2, 7°, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"7° De leerlingen en studenten die de volledige dagcursussen van het secundair onderwijs regelmatig volgen;".

§ 5.- De paragrafen 3 en 4 worden door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 2. De maximum leeftijd is 25 jaar voor ingeschrevenen die de volledige dagcursussen aan een der vier universiteiten of aan een der andere door de Koning aangewezen hogere onderwijsinrichtingen regelmatig volgen.

§ 3. Deze leeftijd is 28 jaar voor ingeschrevenen die de volledige dagcursussen regelmatig volgen met het oog op het behalen van het diploma van doctor in de geneeskunde, van doctor in de veeartsenijkunde, van burgerlijk mijningenieur of van licentiaat in de kernwetenschappen.

§ 4. Deze leeftijd is 30 jaar :

1° voor ingeschrevenen die geneesheer zijn of die voor het laatste jaar geneeskunde zijn ingeschreven en die zich wensen te specialiseren in een tak van de geneeskunde welke dienstig is voor het leger, voor zover hun nog voldoende uitstel kan worden verleend om deze specialisatie te beëindigen;

.../...

2° voor ingeschrevenen, die ingenieur van het mijnkorps of ondergronds mijningenieur zijn of die voor het laatste jaar zijn ingeschreven of hun studies met het oog op het behalen van het diploma van burgerlijk mijningenieur pas beëindigd hebben en verklaren de bedoeling te hebben ingenieur van het mijnkorps of ondergronds mijningenieur te worden;

3° voor ingeschrevenen, die, deel uitmakend van een kloostergemeente, zich op missiewerk buiten Europa voorbereiden en het onderwijs volgen dat hen tot deze bestemming opleidt;

4° voor ingeschrevenen, die doctor in de geneeskunde of doctor in de veeartsenijkunde zijn of die voor het laatste jaar zijn ingeschreven en die ter beschikking van de Minister van Koloniën wensen te worden gesteld, met het oog op dienst in de overzeese gebieden".

Artikel 6.- (zoals artikel 7 van het ontwerp, mits de verwijzing naar "artikel 10, § 2" te vervangen door de verwijzing naar "artikel 10, § 1").

Artikel 7.- (artikel 8 van het ontwerp)

Hoofdstuk IV, afdeling 3, B, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1953 en 12 maart 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"B. Vrijlating op morele grond.

.../...

Artikel 12.- In vredestijd is vrij van alle dienst en wordt, wat de duur van de dienstplicht betreft, behandeld zoals de dienstplichtige van zijn leeftijdsklasse :

1° de ingeschrevene, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitsteltermijnen en die sedert de leeftijd van 18 jaar zijn werkelijke en gewone verblijfplaats heeft in het buitenland, uitgezonderd in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, de Britse Eilanden en de aan België grenzende landen;

2° de ingeschrevene, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitsteltermijnen en die bij het indienen van zijn aanvraag sedert ten minste twee jaar de voorwaarden gesteld in artikel 10, § 1, 3° of 4°, vervult;

3° hij die, na bij een vorige lichting te zijn uitgesloten, tussen 1 januari van het jaar waarin hij 29 jaar, en 31 december van het jaar waarin hij de 33 jaar bereikt, hersteld wordt in het recht om in het leger te dienen".

Artikel 8.- (artikel 11 van het ontwerp)

Aan hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt een afdeling 3 bis toegevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 3 bis. - Aanwijzing voor het speciale contingent.

.../...

Artikel 13.- Voor het speciale contingent wordt aangewezen : ... (voorts zoals artikel 11 van het ontwerp, mits de verwijzingen naar artikel 10, § 2, te vervangen door verwijzingen naar artikel 10, § 1, en in de Franse tekst de uitdrukkingen "deuxième alinéa", "troisième alinéa" en "quatrième alinéa" door "alinéa 2", "alinéa 3" en "alinéa 4" te vervangen)".

Artikel 9.- (artikel 9 van het ontwerp)

Artikel 15 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"§ 6. De uitgeslotene wordt opnieuw in de werfreserve opgenomen wanneer de militieraad vaststelt, dat de oorzaak van de uitsluiting een einde neemt vóór 31 december van het jaar in de loop waarvan hij 33 jaar oud wordt".

Artikel 10.- (zoals artikel 10 van het ontwerp, mits de woorden "in de Kolonie" te vervangen door "in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi").

Artikel 11.- (zoals artikel 12 van het ontwerp, mits het adjectief "volledige" bij "krankzinnigheid" te schrappen).

Artikel 12.- (artikel 13 van het ontwerp)

§ 1. Artikel 20, § 1, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"6° De aanvragen om aanwijzing voor het speciale contingent".

.../...

§ 2. Hetzelfde artikel wordt als volgt aangevuld :

"§ 3. (zoals in het ontwerp)

§ 4. In elke stand van de zaak kan de dienstplichtige voor de militierechtscolleges het voorwerp van zijn aanvraag wijzigen of een reden door een andere vervangen".

Artikel 13.- (artikel 14 van het ontwerp)

Artikel 22 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 22.- Indien verschillende aanvragen van eenzelfde dienstplichtige gegrond worden bevonden, wordt de militiestand bepaald naar de volgende orde van voorrang : vrijstelling, vrijlating, voorlopige afkeuring, uitstel, aanwijzing voor het speciale contingent".

Artikel 14.- (zoals artikel 15 van het ontwerp).

Artikel 15.-

Afdeling 2 van hoofdstuk V van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1952, wordt opgeheven.

Artikel 16.- (zoals artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 17.- (zoals artikel 18 van het ontwerp, mits "artikel 16 bis, § 2" door "artikel 13, § 2 " te vervangen).

.../...

Artikel 18.- (artikel 19 van het ontwerp)

De paragrafen 3 en 4 van artikel 29 van dezelfde wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 3. (zoals in het ontwerp)

§ 4. Indien uitstel of aanwijzing voor het speciale contingent wegens kostwinnerschap niet kan worden verleend, omdat de in artikel 10, § 1, 1°, vermelde voorwaarden niet zijn vervuld, hoewel er speciale omstandigheden zijn die voor inwilliging van de aanvraag pleiten, verwijst de raad, mits dit met eenparigheid van stemmen geschiedt, het geval naar de hoge militieraad".

Artikelen 19 tot 23.- (zoals de artikelen 20 tot 24 van het ontwerp).

Artikel 24.- (artikel 25 van het ontwerp)

Artikel 45 van dezelfde wet wordt met het volgende lid aangevuld :

"Vervult hij de voorwaarden van verblijf gesteld in artikel 47, § 1, voor de keuring in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi of in het buitenland, dan kan hij evenwel aan de raad vragen in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi of ten zetel van een diplomatieke of consulaire post te worden gekeurd. In dit geval vindt artikel 47, §§ 4 tot 7, toepassing",

Artikel 25.- (artikel 26 van het ontwerp)

Artikel 52, § 2, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"§ 2. Zij wordt per aangetekend schrijven aan de griffie van het Hof van verbreking gezonden :

-door de Minister van Binnenlandse Zaken binnen drie maanden na de uitspraak van de bestreden beslissing;

-door de dienstplichtige binnen vijftien dagen nadat hij van de bestreden beslissing kennis heeft gekregen".

Artikel 26.- (artikel 27 van het ontwerp)

Afdeling 7 van hoofdstuk V van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Afdeling 7. - Afstand van uitstel, van vrijlating en van aanwijzing voor het speciale contingent.

Artikel 55.- De dienstplichtige kan van het uitstel en van de vrijlating en, zolang hij niet aan de militaire overheid is overgegeven, van zijn aanwijzing voor het speciale contingent afstand doen.

De Koning bepaalt op welke wijze, bij welke overheid en binnen welke termijn voorafgaand aan de sluiting van de overgifte van het contingent, de afstand dient plaats te hebben, alles op straffe van nietigheid".

Artikel 27.- (zoals artikel 28 van het ontwerp).

.../...

Artikel 28.- (artikel 29 van het ontwerp)

Artikel 62 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 62.- Bij het verlaten van het centrum wordt de geschikt bevonden dienstplichtige huiswaarts gezonden in afwachting van zijn oproeping voor de werkelijke dienst zo hij deel uitmaakt van het gewone contingent, of voor de opleidingsperiode zo hij tot het speciale contingent behoort.

Hij die werkelijk of gewoonlijk in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi of in het buitenland, met uitzondering van de Britse Eilanden of een aan België grenzend land, verblijft, kan gemachtigd worden onmiddellijk de werkelijke diensttijd, opgelegd aan de dienstplichtigen van het normaal contingent, te vervullen zo hij in het land is teruggekeerd om zich naar het centrum te begeven".

Artikel 29.- (artikel 30 van het ontwerp)

In artikel 63 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

§ 1.- § 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. Het normaal contingent wordt volgens de uitslagen van de selectie bij de legereenheden ingedeeld".

§ 2.- Het eerste lid van § 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 4. ...(zoals in het ontwerp)...

.../...

Artikel 30.- (artikel 31 van het ontwerp)

In artikel 67 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

§ 1.- In § 1, eerste lid, wordt het woord "contingent" vervangen door de woorden "normaal contingent".

§ 2.- § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. (zoals in het ontwerp, mits in de Franse tekst "le terme passé" door "le temps passé" te vervangen).

Artikel 31.- (artikel 32 van het ontwerp)

De inleidende volzin en het 1° van artikel 68 van dezelfde wet worden door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 68.- Voor militairen van het normaal contingent met onbepaald verlof gelden de volgende wederoproepingen :

1° gewone wederoproepingen die ten hoogste mogen bedragen :

30 dagen per jaar voor reserve-officieren;

74 dagen in totaal voor reserve-onderofficieren;

66 dagen in totaal voor de overige militairen".

Artikelen 32 tot 38.- (zoals de artikelen 33 tot 39 van het ontwerp).

.../...

Artikel 39.- (artikelen 40 en 44 van het ontwerp)

Hoofdstuk VIII van dezelfde wet wordt ingedeeld in twee afdelingen.

De eerste krijgt als opschrift: "Dienstneming en wederdienstneming bij het permanent legerpersoneel" en omvat de artikelen 77 tot 86.

De tweede krijgt als opschrift : "Dienstneming en wederdienstneming bij het niet-permanent personeel van de eenheden waarbij het speciale contingent is ingedeeld" en omvat artikel 86 bis.

Artikel 40.- (zoals artikel 41 van het ontwerp).

Artikel 41.- (zoals artikel 42 van het ontwerp, onder vervanging van : in het derde lid, Franse tekst, "personnel naviguant" door "personnel navigant"; in het vierde lid "de uit de dienst gepensionneerde of bij reform ontslagen vrijwilliger" door "de wegens invaliditeit oprustgestelde of bij reform ontslagen vrijwilliger").

Artikel 42.- (zoals artikel 43 van het ontwerp).

Artikel 43.- (artikel 45 van het ontwerp)

In dezelfde wet wordt een artikel 86 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 86 bis.- Belgische burgers, die geen militaire verplichtingen meer hebben of kunnen hebben, kunnen in aanmerking komen voor vrijwillige dienstneming of wederdienstneming bij het niet-permanente personeel van de eenheden, waarbij het speciale contingent is ingedeeld.

.../...

Artikel 81 is op deze dienstnemenden van toepassing; de Koning bepaalt de andere voorwaarden van deze dienstnemingen en wederdienstnemingen en van dezer verbreking".

Artikel 44.- (artikel 46 van het ontwerp)

In dezelfde wet wordt een hoofdstuk VIII bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk VIII bis. - Vrouwelijke militaire dienst.

"Artikel 86 ter.- De vrouwen van Belgische nationaliteit die ten minste 16 jaar oud zijn, kunnen worden toegelaten tot het aangaan van vrijwillige dienstneming en van wederdienstnemingen.

Zolang zij niet de leeftijd van 21 jaar bereikt hebben, moeten zij doen blijken van de toestemming van hun vader, moeder of voogd naar gelang van het in artikel 77, tweede en derde lid, gemaakte onderscheid.

Gehuwde vrouwen moeten van de uitdrukkelijke en schriftelijke machtiging van hun man doen blijken. Deze machtiging is onherroepelijk.

De Koning bepaalt de algemene voorwaarden van de dienstnemingen en wederdienstnemingen.

De Koning kan in oorlogstijd de vrouwen tot de de dienst verplichten. Hij stelt hiervan de voorwaarden vast binnen de perken van de aan de dienstplichtigen opgelegde verplichtingen".

.../...

Artikelen 45 tot 50.- (zoals de artikelen 47 tot 52 van het ontwerp).

Artikel 51.- (artikel 53 van het ontwerp)

In artikel 97, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht.

§ 1.- Het 1°, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Deze termijnen van vijftien en van drie dagen worden op drie maanden gebracht voor dienstweigeraars, die werkelijk en gewoonlijk in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi of in het buitenland, behalve in de Britse Eilanden of in een aan België grenzend land, verblijfhouden".

§ 2.- Het 2° wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° De dienstplichtige van het contingent die, wanneer hij, vooraleer de hoedanigheid van militair te hebben verkregen, is opgeroepen voor de vervulling van de werkelijke diensttijd of van de opleidingsperiode, naargelang hij tot het ene of andere deel van het contingent behoort, zich in vredestijd binnen vijftien dagen en in oorlogstijd binnen drie dagen na de gestelde datum, niet bij zijn korps of dienst heeft vervoegd".

Artikel 52.- (zoals artikel 54 van het ontwerp, mits na de woorden "verstrijken van" de woorden "een termijn die overeenstemt met" in te voegen).

.../...

Artikel 53.- (zoals artikel 5[illegible] van het ontwerp, mits het 1° als volgt te stellen:

"1° de wet van 27 december 1938 betreffende de inrichting van de verdediging van het grondgebied tegen het luchtgevaar en het koninklijk besluit nr 1 van 20 mei 1939 houdende algemene inrichting van de actieve verdediging van het grondgebied tegen luchtaanvallen en oprichting van de territoriale wacht voor luchtafweer, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947 ").

Artikel 54.- (artikel 56 van het ontwerp)

§ 1. Ingeschrevenen die in aanmerking komen voor de samenstelling van het contingent 1956 of 1957 kunnen uitstel krijgen onder de voorwaarden bepaald in artikel 5 van deze wet, voor zover dit artikel afwijkt van de bepalingen die het vervangt. Hetzelfde geldt voor de in het contingent 1955 opgenomen dienstplichtigen die geneesheer of dierenarts zijn als zij nog niet ter vervulling van hun werkelijke diensttijd onder de wapenen zijn geroepen en de wens te kennen geven ter beschikking van de Minister van Koloniën te worden gesteld voor de dienst in de overzeese gebieden.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moeten zij bij een ter post aangetekende brief hun aanvraag indienen bij de gouverneur van de provincie hunner militiewoonplaats, binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

.../...

§ 3. De militieraden en de hoge militieraad zijn bevoegd om buiten hun zittijd van de in dit artikel bedoelde zaken kennis te nemen.

Artikel 55.- (zoals artikel 57 van het ontwerp, mits het slot als volgt te stellen:"... worden behandeld alsof zij gedurende de lichtingsverrichtingen, in de loop waarvan zij ontheffing verkregen hebben, voor het speciale contingent waren aangewezen en alsof zij aan de militaire overheid werden overgegeven"; de tweede volzin van het derde lid moet een afzonderlijk lid worden).

Artikel 56.- (artikel 58 van het ontwerp)

De Koning kan de wetsbepalingen betreffende de dienstplicht, de werving en de dienstverplichtingen coördineren.

Daartoe kan hij :

1° de volgorde en de nummering van de hoofdstukken, afdelingen en artikelen van de te coördineren bepalingen wijzigen en ze in andere onderverdelingen hergroeperen;

2° de verwijzingen in de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;

3° de redactie van de teksten van de voornoemde wetsbepalingen wijzigen met het oog op eenvormigheid in de terminologie.

.../...

De coördinatie zal volgend opschrift dragen :

"Dienstplichtwetten, gecoördineerd de ...".

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Landsverdediging,